

## LES REVENDEICATIONS DE L'INTERSYNDICALE DE LA FONCTION PUBLIQUE

# La préservation du pouvoir d'achat est primordiale

**Sept syndicats autonomes de la Fonction publique engageant, dès aujourd'hui, une grève nationale de trois jours. Point focal pour cette intersyndicale, la préservation primordiale du pouvoir d'achat, l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des fonctionnaires et l'engagement de négociations directes avec le gouvernement.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Réunis en intersyndicale, sept syndicats autonomes de la Fonction publique engageant, dès aujourd'hui, un mouvement de grève nationale de trois jours. Ces syndicats sont le Conseil des lycées d'Algérie (CLA), le Conseil autonome national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest), le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), le Syndicat national des professeurs de l'enseignement paramédical (SNPEPM), le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTTE) et la Coordination des enseignants contractuels algériens (Ceca). Les revendications de cette intersyndicale autonome de la Fonction publique, à laquelle s'est jointe la Coordination nationale des sections du Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes) concernent essentiellement sept points.

Elle revendique ainsi l'augmentation des salaires de la fonction publique, par l'abrogation de l'article 87 bis et l'augmentation de la valeur du point indiciaire. En ce sens, Mohamed Bennoui, président du SNTTE estime que l'augmentation des salaires doit aller de pair, en harmonie, avec le pouvoir d'achat. Il ne

s'agit pas d'augmenter des salaires qui seront insuffisants pour compenser l'inflation galopante. Pour le secrétaire général du SNPEPM, Smaïl Hadji, un mécanisme de liaison entre les prix des produits et services et les salaires s'impose. Ce syndicaliste de l'enseignement paramédical considère opportun de mettre en place un comité regroupant les pouvoirs publics, les employeurs et les syndicats réellement représentatifs. Un comité qui pourrait se réunir régulièrement pour augmenter le salaire minimum interprofessionnel garanti (SNMG), en fonction du taux d'inflation. Or, cette revalorisation salariale dépend de l'abrogation de l'article 87 bis de la loi 90-11 du 21 avril 1990 relative aux relations de travail, complétée par le décret législatif 94-03 du 11 avril 1994.

Une abrogation toujours revendiquée par la Centrale syndicale de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et les syndicats autonomes mais jamais concrétisée. Même si le SNMG a été augmenté de 2 000 DA, une décision prise lors de la dernière rencontre tripartite (gouvernement-patronat-Centrale syndicale), cette hausse reste insuffisante en raison de l'article 87 bis.

Cet article indique que le SNMG «comprend le salaire de base, les indemnités et primes de toute nature à l'ex-

clusion des indemnités versées au titre du remboursement de frais engagés par le travailleur». Du fait de cette définition restrictive, la revalorisation demeure sans impact sur les niveaux de salaires, voire ce sont les bas salaires qui sont pénalisés. Il est également question de l'augmentation de la valeur du point indiciaire. Ces syndicats considèrent que la nouvelle valeur, fixée à 45 DA, est insuffisante, symbolique, voire sous-évaluée et «ne change rien» selon Hadji Djilani du Snapap. Celui-ci a estimé que la nouvelle grille des salaires «nous a été imposée» et que ces revalorisations ne font que «gonfler» les salaires sans les augmenter.

Seconde revendication, l'ouverture de négociations sur les statuts particuliers et les régimes indemnitaires des différents secteurs de la Fonction publique. Les syndicats autonomes affirment, unanimes, être marginalisés par les pouvoirs publics concernant l'élaboration des statuts particuliers et la révision des régimes indemnitaires. Ils revendiquent d'être associés avant leur promulgation et non après. Pour le président du SNTTE comme pour le responsable du Snapap, les syndicats autonomes doivent être associés dans l'élaboration de ces statuts et ne pas les subir. Cela d'autant que les risques de déperdition et de précarité restent accrus et que les régimes indemnitaires ne soient pas identifiés.

L'intersyndicale revendique également l'intégration des enseignants contractuels et la titularisation des vacataires et des contractuels avec la créa-

tion de nouveaux postes d'emploi. A ce propos, le secrétaire général du SNPEPM, étayant les revendications du Ceca, a déploré le fait que de nombreux de travailleurs de l'éducation ne soient pas intégrés malgré 10 ou 15 ans d'ancienneté. Pour Hadji Djilani du Snapap, plusieurs enseignants contractuels travaillent sous la double pression du contrat qui les lie et de l'établissement où ils exercent. Concernant les vacataires, ce membre du Snapap cite des travailleurs dans le secteur de la santé qui ont été recrutés à titre de vacataires depuis plus de 10 ans sans être définitivement intégrés.

L'intersyndicale demande aussi l'instauration d'une pension de retraite digne, en harmonie avec le pouvoir d'achat. En d'autres termes, que les pensions de retraite des fonctionnaires ne soient pas phagocytées par l'inflation. Dans le même ordre d'idées, Mohamed Bennoui du SNTTE a évoqué l'instauration d'une pension pour les jeunes chômeurs à la recherche d'emploi.

En somme, les doléances que l'intersyndicale soulève concernent l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des fonctionnaires et l'engagement de négociations directes entre le gouvernement et ces syndicats autonomes, forts de leur représentativité. Ce groupement s'investit dans la préservation primordiale du pouvoir d'achat, l'amendement de la nouvelle grille des salaires, la promulgation des statuts particuliers ainsi que la défense et le respect des libertés syndicales.

C. B.

## Sérénité et optimisme aux QG des syndicats

Le téléphone portable collé à l'oreille, Smaïl Hadji, secrétaire général du Syndicat national des professeurs de l'enseignement paramédical (SNPEPM), répond aux appels des journalistes et des adhérents.

Rencontré, hier, dans le jardin de l'Ecole de formation paramédicale d'Alger, cet ancien membre de la Fédération de la santé de l'UGTA, aujourd'hui à la tête dudit syndicat autonome, coordonne les actions de communication à la veille du mouvement de grève de trois jours annoncé à partir d'aujourd'hui.

«Nous informons individuellement nos adhérents sur la légalité et la légitimité de notre mouvement», commence-t-il par nous dire en soulignant «le sentiment de peur» qui s'est emparé des travailleurs.

«Les gens ont peur. Le système a créé un sentiment de terreur chez ceux qui osent dire non à sa politique», soutient Smaïl Hadji en faisant allusion aux procédures judiciaires, sanctions et autres intimidations dont ont été victimes plusieurs syndicalistes et des travailleurs ces dernières années de la part des pouvoirs publics.

Depuis son modeste bureau du bloc pédagogique de l'école, qui fait office de siège officiel du syndicat, et qu'il partage avec une collègue, le secrétaire général du SNPEPM se charge de contacter les sections du syndicat réparties à travers les différentes structures sanitaires du pays. Un travail d'information qui n'a, apparemment, pas concerné les étudiants de l'école.

Comme cette étudiante en première année de diététique, de nombreux autres que nous avons interrogés à leur sortie des cours affirment ne pas être au courant de ce mouvement de grève.

Une situation que le responsable du syndicat met sur le dos de l'administration. «Nous avons accroché une note d'information sur la grève au niveau du hall de l'école que l'administration a arrachée», nous explique-t-il. Tout en se déclarant «solidaires et prêts à adhérer à l'appel du syndicat», certains enseignants, eux, disent avoir appris la tenue du débrayage par voie de presse.

Mais Smaïl Hadji se veut optimiste. «Nous misons sur le rassemblement prévu au troisième jour de la grève (12 février, ndlr) devant la chefferie du gouvernement pour démontrer aux pouvoirs publics nos capacités de mobilisation», note notre interlocuteur.

A l'instar du SNPEPM, au siège national du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTTE) dans l'enceinte de l'école Ali-Mellah de la capitale, le même travail de coordination et d'information est assuré par le secrétaire général Mohamed Bennoui.

«J'ai contacté nos représentants dans une trentaine de wilayas pour confirmer le mouvement de grève», nous a-t-il affirmé, hier, à la mi-journée.

Pour suivre sur le terrain le déroulement du mouvement de débrayage, Mohamed Bennoui se rendra aujourd'hui à Chlef, Oran et Tlemcen.

Lotfi Mérad

## LES SYNDICATS AUTONOMES TOUJOURS IGNORÉS PAR LA CLASSE POLITIQUE

## Ce silence qui tue !

**C'est dans l'indifférence quasi-générale que pas moins de huit syndicats entament, dès aujourd'hui dimanche, une grève générale dans la Fonction publique.**

**Une indifférence d'autant plus irresponsable qu'elle est, en fait... calculée !**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Un calcul du type politicien dont la finalité est de contenir ces syndicats dits autonomes, dont le pouvoir en développe une permanente allergie. A l'exception de quelques partis d'opposition, eux-mêmes réprimés dans leur expression d'ailleurs, et quelques titres de la presse indépendante, nul responsable ni parti ou médias gouvernementaux ne parle de ces syndicats, ou de leurs actions.

Ou alors, si l'on en parle quand même, c'est pour en dénier la représentativité.

C'est qu'en Algérie, même l'opposition

et la contestation sont officielles ou ne sont pas !

Le monopole de la contestation syndicale est, en l'occurrence, l'apanage de la seule Union générale des travailleurs algériens (UGTA).

La toute-puissante Centrale syndicale, hier organisation de masse du parti unique, aujourd'hui syndicat «officiel», est le seul interlocuteur reconnu par le gouvernement algérien comme partenaire social.

Un état de fait des plus anachroniques dans un pays qui prétend à la pluralité politique et associative. Certes, le tristement célèbre SIT (Syndicat islamique des travailleurs) de l'ex-FIS traumatise encore la mémoire collective. Il est vrai aussi que quelques entités syndicales dites autonomes ne sont en fait que des réincarnations «adaptées» du monstre islamiste sus-cité. N'empêche, ce n'est pas la généralité, d'abord et, ensuite, il s'avère régu-

lièrement sur le terrain de la revendication sociale que les syndicats les plus actifs et les plus efficaces sont d'obédience démocratique. Une réalité que le pouvoir ne peut ni ne veut admettre.

Dissocier ainsi les partis démocrates de relais dans la société est un gage de survie pour le pouvoir et les partis politiques.

Abdelaziz Bouteffika, qui n'a jamais caché son aversion pour le multipartisme et la liberté d'expression, l'a lui-même déclaré et à maintes reprises : pas de nouveaux médias, dans l'audiovisuel notamment, ni de nouveaux partis ou syndicats jusqu'à nouvel ordre.

D'où cette espèce de «silence qui tue» dont font l'objet ces syndicats «autonomes». Une appellation — syndicats autonomes — qui n'a aucun sens ; d'ailleurs dans un pays fonctionnant de manière normale, le syndicat étant par définition autonome et un contre-pouvoir...

K. A.